

**LE SERVICE AUX COLLECTIVITÉS DE  
L'UQAM**

**RAPPORT D'ACTIVITÉS 2005-2008**

**JANVIER 2009**

## REMERCIEMENTS

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

- les nombreux professeurs et professeures qui acceptent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise, qu'en diffusion, de répondre aux demandes des groupes qui les sollicitent, soit individuellement, soit à travers le Service aux collectivités;
- les chargées et chargés de cours qui, dans le cadre d'une entente spéciale à cet effet, ont accepté de répondre, en formation, aux demandes des groupes qui les sollicitent à travers le Service aux collectivités;
- les membres du Comité des services aux collectivités, présents et passés, pour leur présence, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche.

Enfin, l'accomplissement de la mission du Service aux collectivités aurait été beaucoup plus ardu sans l'étroite collaboration, le soutien indéfectible, la grande ouverture d'esprit et l'indicible tolérance de nos camarades des autres services de l'UQAM à nos demandes urgentes et de dernière minute. Nous souhaitons nommer ici le Service des communications, le Service de l'audiovisuel, le Service de la régie des locaux, le Service des entreprises auxiliaires, Mesdames et Messieurs les attachées et attachés d'administration, les assistantes et assistants administratifs des départements et facultés et la régie de l'École supérieure de théâtre.

## TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction .....	5
2. Réalisations marquantes.....	8
3. Formation et recherche .....	11
4. Diffusion, expertise et transfert .....	18
5. Partenariats internes et externes.....	19
6. Bourses et reconnaissance .....	20
7. Prix prestigieux .....	21
8. Bilan global des trois dernières années du Service aux collectivités.....	23
9. Perspectives .....	24
Annexes .....	26
Les projets de formation de l'UQAM subventionnés par le Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) depuis 1991...	27
Les membres du Comité des services aux collectivités en 2007-2008 .....	29
Les membres des comités conjoints et de concertation en 2007-2008 .....	30
Le personnel du Service aux collectivités .....	32

*POUR TOUTE AUTRE INFORMATION, VEUILLEZ CONSULTER NOTRE SITE WEB : [www.sac.uqam.ca](http://www.sac.uqam.ca)*

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau #1. Dégrèvements d'enseignement crédité pour formation accordés par le CSAC, 2005-2008 .....	12
Tableau #2. Dégrèvements d'enseignement pour recherche accordés par le CSAC, 2005-2008 .....	12
Tableau #3. Activités de formation et financement dans le domaine syndical, 2005-2008	12
Tableau #4. Activités de formation et financement (Fonds des services aux collectivités du MELS et autres bailleurs de fonds) dans les domaines communautaires et femmes, 2005-2008.....	14
Tableau #5. Activités de recherche et financement par domaine, 2005-2008 .....	15
Tableau #6. Activités de diffusion et d'expertise et financement par domaine, 2005-2008	18
Tableau #7. Synthèse des activités du Service aux collectivités, 2005-2008 .....	23
Tableau #8. Financement global des activités du Service aux collectivités, 2005-2008 ....	23
Tableau #9. Part du financement externe dans le financement global des projets de recherche, 2005-2008 .....	24
Tableau #10. Part du financement externe dans le financement global des projets de formation, 2005-2008 .....	24
Tableau #11. Part du financement externe dans le financement global des projets de diffusion/expertise, 2005-2008.....	24

## 1. INTRODUCTION

### LES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS : UNE CONTRIBUTION ÉPROUVÉE ET ORIGINALE À LA MOBILISATION DES SAVOIRS

#### Une contribution à protéger

À la suite de la publication en 1977 (par l'ex-service de l'éducation permanente de l'UQAM) d'un document intitulé *L'université pour qui?*<sup>1</sup>, la Commission des études adopta en 1979 une politique relative à sa mission sociale et institua d'une façon formelle une stratégie universitaire d'intervention pour favoriser l'accès aux ressources académiques de l'UQAM aux collectivités non traditionnellement desservies par les universités.<sup>2</sup>

Soutenue par des grands acteurs de la société civile (centrales syndicales, groupes de femmes, groupes communautaires) et mue par son corps professoral, l'UQAM créa une structure administrative, désignée aujourd'hui sous l'appellation de Service aux collectivités, qui devint un lieu unique de concertation et de développement des partenariats avec ces groupes, pour la réalisation d'activités de formation, de recherche, de diffusion des savoirs. Cette innovation s'alimentait directement aux caractéristiques centrales de la mission de démocratisation, d'ouverture au milieu et de flexibilité dans l'offre de services d'enseignement et de recherche de qualité, qui constitue la marque de commerce de l'UQAM.

En 1983, le Conseil des Universités<sup>3</sup> formula un avis au ministre de l'Éducation, soutenant le bien-fondé du choix novateur de l'UQAM en confirmant non seulement la pertinence sociale de mettre sur pied des projets de formation ou de recherche réalisés par des professeures et professeurs en partenariat avec des groupes issus du milieu, mais également la dimension spécifiquement universitaire de ceux-ci. Le Conseil prenait aussi acte de l'enrichissement de l'univers des savoirs-disciplines présents dans ces démarches participatives d'enseignement et de recherche et de diffusion, pour des acteurs collaborant au développement social collectif.

Durant les années 96-97, un Comité des orientations académiques (C.E. janvier 1996) puis le Comité d'évaluation des services aux collectivités (1997), après des processus de révision de la politique, confirmèrent les orientations générales de la politique ainsi que la pertinence des structures de gestion académique de celle-ci.<sup>4</sup>

Vingt-cinq ans plus tard, l'UQAM, en dépit de son sous-financement chronique et des contraintes budgétaires auxquels elle a dû faire face de façon récurrente, demeure le seul établissement universitaire québécois (et, à notre connaissance, occidental) doté d'une structure administrative et académique pour entreprendre, faciliter, encadrer et évaluer des projets qui sollicitent à la fois l'expertise citoyenne des acteurs sociaux et celle des professeures et professeurs pour la production et la transmission de savoirs universitaires d'utilité sociale. Cette reconnaissance par l'Université de la nécessité d'une unité administrative dont le seul mandat est d'assurer le développement de la

---

<sup>1</sup> Pichette, Michel. 1977 *L'université, pour qui ? : à propos de la mission de service à la collectivité de l'université*. Montréal, Université du Québec à Montréal. Service de l'éducation permanente, 1977. 348 p.

<sup>2</sup> Politique no 41, *Politique des Services aux collectivités*. Par cette politique, l'Université reconnaît formellement l'existence d'une mission universitaire, distincte mais intégrée aux missions d'enseignement, de recherche et de création, identifiée sous l'expression « services aux collectivités », 1979.

<sup>3</sup> Avis no 83.25 : Avis du Conseil des Universités au ministre de l'Éducation sur les services aux collectivités, p. 18.

<sup>4</sup> Procès verbal de la 103<sup>e</sup> Assemblée de la Commission des études.

mission des services aux collectivités et d'ainsi constituer une masse critique d'expertises et la mise en réseau organisée des partenaires n'est pas étrangère au fait que l'Université va bientôt souligner le 30<sup>e</sup> anniversaire de la mise en place de cette politique institutionnelle.

Quatre autres caractéristiques importantes distinguent le Service aux collectivités et inscrivent la rationalité des objectifs et des acteurs dans l'ensemble plus grand de l'Université : 1) les projets sont initiés par les demandeurs externes; 2) les mécanismes d'échanges entre les groupes et l'Université dans l'élaboration ou la gestion des projets sont appuyés et coordonnés par des professionnelles et professionnels afin de favoriser un partenariat véritable; 3) les contributions du corps professoral sont intégrées à leur tâche régulière et des mécanismes institutionnels ont été mis en place pour faciliter leur participation à ces projets ; 4) l'adoption et l'évaluation des activités de formation et de recherche ainsi que leur pertinence sociale sont assurées par une instance académique de la Commission des études, le Comité des services aux collectivités, composé de professeures et professeurs et de représentantes ou représentants d'organismes externes.

L'approche originale développée au Service aux collectivités, qui permet de soutenir des projets de leur conception et leur développement à leur réalisation et au suivi, grâce à la coordination d'équipes réunissant des professeures ou professeurs, des étudiantes ou étudiants, ainsi que des représentants de groupe communautaire ou de syndicats, a inspiré certains organismes subventionnaires dans l'élaboration de leurs programmes de recherche partenariale (les Alliances de recherche universités-communautés (ARUC) mises sur pied par le CRSH; le Fonds des services aux collectivités du MELS) et suscite l'intérêt d'autres institutions universitaires, telle que l'Université de Victoria.

### **La société du savoir : le partenariat comme voie obligée du développement de la recherche et de la formation en milieu universitaire**

Le professeur Michel Cartier et ses collaborateurs, dans leurs travaux de réflexion sur le thème du passage d'une société industrielle à une société du savoir, indiquent que la période 1990-2005 fût une période de basculements de société forgée par l'interactivité des forces des pôles technologiques, économiques et sociétales et que l'ensemble de ces événements ont augmenté et augmenteront les masses critiques des connaissances et le nombre de leurs utilisateurs, au point de modifier la société.<sup>5</sup> Quand l'on sait le rôle fondamental que joue le savoir scientifique, technique et sociétal dans le développement économique, social et communautaire, il n'est pas étonnant que, pendant cette même période, nous ayons assisté dans les universités et chez les organismes subventionnaires à un foisonnement d'activités partenariales de types divers<sup>6</sup>, qui mettent en commun des ressources en vue de la réalisation d'une action commune en formation ou en recherche.

---

<sup>5</sup> [http://www.michelcartier.com/MC\\_pourquoi.php3](http://www.michelcartier.com/MC_pourquoi.php3).

<sup>6</sup> *Les partenariats : stratégies pour une économie du savoir* (travaux pour une typologie de partenariat) par Gaëtan Tremblay| Lavoisier | *Distances et savoirs* 2003/2 - Volume 1

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=DIS&ID\\_NUMPUBLIE=DIS\\_012&ID\\_ARTICLE=DIS\\_012\\_0191](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=DIS&ID_NUMPUBLIE=DIS_012&ID_ARTICLE=DIS_012_0191).

L'édition 2008 d'*En plein essor* insiste sur l'importance des partenariats dans la recherche universitaire et examine les diverses formes de collaboration, qui vont des partenariats entre universités et entreprises privées jusqu'aux projets de recherche réalisés de concert avec les gouvernements, les collectivités, le secteur à but non lucratif. Le document dresse un état complet de la R-D au Canada, notamment des activités du milieu universitaire et des progrès accomplis. Il présente également une analyse détaillée des tendances nationales et internationales qui susciteront des changements dans le monde de la recherche universitaire et qui transformeront le paysage canadien de la R-D.

Plaçant l'innovation au cœur de la compétitivité de l'économie nationale, mais aussi de la cohésion sociale et du développement durable dans un monde globalisé, les pouvoirs publics canadiens et québécois ont fait du transfert des connaissances une priorité de leur politique de soutien à la recherche universitaire. Depuis une dizaine d'années, les organismes subventionnaires ont multiplié les programmes faisant du partenariat une condition d'accessibilité incontournable. Les chercheuses et les chercheurs ont donc été fortement incités à multiplier les projets qui impliquent des entreprises privées et des organismes publics ou parapublics, des syndicats, des associations et des organismes communautaires. Perçus ou conçus comme un moyen privilégié d'accélération de l'innovation, du transfert et de la mobilisation des savoirs, ces projets sont désormais partie intégrante et structurante dans l'enseignement supérieur. La création d'organismes dits périphériques voués au transfert des connaissances : centres collégiaux de transfert de technologie, centres de liaison et de transfert, sociétés de valorisation, consortiums et instituts, en sont autant d'exemples probants.

### **L'UQAM, un établissement de pointe dans la mobilisation des savoirs qui doit protéger un de ses acquis<sup>7</sup>**

Fidèle à ses idéaux initiaux, l'UQAM, en plus d'assumer intégralement son rôle d'université à vocation générale, a su maintenir le cap sur son engagement social identifié dès son origine. Les pratiques et réalisations du Service aux collectivités sont au cœur même de ce dispositif plus large de la mission sociale de l'UQAM (au même titre que les ARUC, le Canal savoir, le Cœur des sciences, les nombreuses chaires de recherche, les partenariats gérés par le Service des partenariats en recherche-innovation, les contributions diverses de son corps professoral dans le champ public, ses lieux de diffusion, etc.).

La société québécoise ne pouvant compter ni sur sa richesse accumulée ni sur sa puissance politique, a un grand besoin de tisser des liens serrés avec ses établissements d'enseignement supérieur pour assurer sa prospérité et son identité. La société civile québécoise est au cœur même de son potentiel de développement et, pour jouer son rôle, celle-ci doit construire des liens structurés avec l'Université, se coller aux connaissances, découvertes et expertises de celle-ci, tout en l'alimentant de ses propres savoirs et questionnements. L'UQAM, par ses choix initiaux d'université à fort caractère d'utilité sociale, par son développement désormais reconnu en matière de recherche, jouit d'un niveau d'estime, de reconnaissance et de proximité avec les groupes communautaires et syndicaux. Alors que d'autres établissements universitaires québécois et canadiens sont encore à évaluer comment contribuer à la mobilisation des savoirs, l'UQAM jouit déjà d'une insertion réelle et féconde dans sa communauté. Elle peut y puiser des voies de développement et d'excellence congruentes avec sa mission éducative et sociale. Un bel exemple de la fécondité de cette démarche de l'UQAM est l'autorisation donnée par la Commission des études aux membres du Comité des services aux collectivités de pouvoir, selon certaines modalités établies, juger de la pertinence scientifique des projets de recherche qui lui sont soumis. Ainsi faisant, l'UQAM, à travers ses instances, reconnaît à la société civile une prérogative qui était autrefois réservée exclusivement aux pairs universitaires.

---

<sup>7</sup> L'appellation « mobilisation des savoirs » est utilisée depuis quelques années pour identifier diverses pratiques de partenariat favorisant la production, le transfert, la diffusion des savoirs.

## **Aujourd'hui c'est ... demain**

Dans un contexte de rareté des ressources institutionnelles et en dépit du fait que la totalité de son équipe professionnelle actuelle - à une exception près - a un statut précaire, le Service aux collectivités a maintenu et même accru le volume d'activités réalisées au cours des trois dernières années. Toutefois, l'actuel directeur est sur le point de prendre sa retraite et le maintien ou non de ce poste, et les formes que pourraient prendre la direction du Service dans le contexte budgétaire que nous connaissons feront l'objet d'une décision dans les semaines ou les mois qui viennent. Certaines options sur la table pourraient remettre en question l'intégrité même du Service aux collectivités.

Nous vous remercions de porter attention à ce rapport d'activités 2005-2008.

## **2. RÉALISATIONS MARQUANTES**

Le Service aux collectivités (SAC) se compose de trois domaines qui s'identifient comme suit : le domaine femmes, le domaine communautaire, le domaine syndical. Chacun de ceux-ci ayant fait annuellement un rapport détaillé de ses activités<sup>8</sup>, nous nous limiterons, ici, à présenter une synthèse des réalisations du SAC depuis trois ans et à en dégager les principaux faits marquants.

### **DES PRIORITÉS ET DES RÉALISATIONS CENTRÉES SUR L'ESSENTIEL DE LA MISSION DU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS**

La mission du SAC et son rôle ont fait l'objet d'une confirmation et de sa reconduction dans toutes les grandes politiques officielles adoptées ces dernières années par l'UQAM. Dans l'énoncé de mission de l'UQAM, on affirme qu'à titre « d'institution universitaire publique et francophone, l'Université du Québec à Montréal a pour mission le développement et la transmission du savoir au service de la société québécoise. (...) L'UQAM se distingue par la concertation et l'ouverture au milieu dans ses services aux collectivités, la formation continue, la coopération interuniversitaire, l'action internationale et le développement des partenariats. » De même, les principes fondateurs de la mission des services aux collectivités, ainsi que le rôle central du SAC pour concrétiser cette politique ont été réaffirmés par la Commission des études.

Rassurés quant à la reconnaissance de la pertinence et de la place du SAC dans la stratégie d'ensemble de l'UQAM, son personnel et ses partenaires se sont consacrés, durant ces trois dernières années, à l'essentiel de la mission du service. Les énergies ont été investies dans la réalisation de projets structurants, afin de contribuer au développement, à la diffusion et à l'appropriation des connaissances avec des retombées sociales et académiques durables.

Le SAC a poursuivi aussi ses efforts pour renforcer ses liens avec les autres instances et services de l'UQAM dans le but, non seulement d'obtenir de meilleurs services pour la réalisation de sa mission, mais également pour renforcer ses rapports de collaboration avec ses partenaires internes et obtenir une meilleure reconnaissance de sa contribution à la mise en œuvre des politiques de l'UQAM, dont celles relatives à la formation continue et au développement international.

---

<sup>8</sup> Pour toute autre information, veuillez consulter notre site web : [www.sac.uqam.ca](http://www.sac.uqam.ca)



Pour concrétiser les objectifs de la *Politique des services aux collectivités* de l'UQAM, le SAC a mobilisé ses énergies et ressources autour de priorités présentées dans les pages qui suivent.

### **2.1. Réaliser des projets structurants de recherche et de formation avec les partenaires sociaux répondant à leurs besoins spécifiques**

Plusieurs projets d'envergure ont été réalisés et une attention toute particulière a été apportée pour en améliorer les retombées sociales et académiques et pour en étendre la diffusion et l'appropriation de leurs résultats.

Les domaines communautaire et syndical ont amorcé des processus de réflexion et de consultation avec leurs partenaires internes et externes, afin d'identifier des thèmes porteurs et des projets structurants qui soient à la fois pertinents pour les partenaires externes et arrimés aux champs d'expertise du corps professoral. Plusieurs grands thèmes transversaux ont continué de générer des demandes de recherche, de formation et de transfert. Certains nouveaux thèmes ont pris de plus en plus d'importance, notamment des problématiques telles que l'hypersexualisation des jeunes filles, le vieillissement de la population, l'environnement ou l'état des pratiques en action communautaire incluant les partenariats publics/communautaires. Signalons aussi les effets de synergie générés par les activités intersectorielles : un bel exemple est la réflexion sur les régimes de retraite qui a débuté au domaine syndical pour, par la suite, s'étendre aux domaines femmes et communautaire et proposer un projet tout à fait novateur sur la création d'un régime de retraite pour les personnes œuvrant dans ces domaines.

### **2.2. Renforcer et développer les activités de transfert, d'appropriation et de diffusion**

Diffuser les savoirs universitaires et favoriser une véritable appropriation de ces savoirs, non seulement par les intervenantes et intervenants principaux œuvrant dans les organismes, mais aussi par les membres de la base, constituent des défis qui sont encore largement à relever.

Un effort particulier a été apporté afin de renforcer les activités de transfert. Une réflexion de fond inter-domaines a aussi été amorcée afin d'identifier les moyens à mettre en place pour assurer une plus grande appropriation et utilisation des savoirs universitaires par un plus grand nombre de personnes visées par les activités du SAC. Les nouvelles technologies de formation à distance sont des moyens de plus en plus efficaces pour élargir le transfert des connaissances et ce, surtout auprès des populations régionales que l'on arrive encore mal à rejoindre. À cette enseigne, les résultats du projet FADAFEM ont été un exemple phare, de même que la poursuite des activités de réflexion et des débats publics dans chacun des domaines et l'organisation annuelle d'un forum public du SAC sur des enjeux importants de société, tels que la réforme du mode de scrutin, le 4<sup>e</sup> sommet citoyen de Montréal, etc.

### **2.3. Contribuer à l'enrichissement de la formation académique à l'UQAM**

La réciprocité et la richesse des échanges à l'intérieur des relations partenariales élaborées dans le cadre des activités (formation, recherche, diffusion) du SAC, proposent et permettent, tant au corps professoral qu'aux étudiantes et étudiants, l'accès à des exemples actualisés et vérifiables dans le quotidien, ainsi qu'une analyse

in situ des problématiques soulevées. Si ce type de rapport nourrit autant l'enseignement que la recherche, il permet également d'illustrer comment le regard porté par les membres du corps professoral sur *l'autre* peut et doit être respectueux et inclusif.

#### **2.4. Renforcer les partenariats internes et externes et assurer une meilleure reconnaissance des activités du Service aux collectivités**

Le SAC collabore déjà avec plusieurs groupes de recherche, départements et facultés et cette collaboration s'est poursuivie dans une optique de renforcement mutuel et de complémentarité. Les projets internationaux ont été particulièrement propices à ce genre de collaboration. Le SAC est en effet particulièrement bien placé pour développer et animer les partenariats impliquant les organisations non gouvernementales (ONG) d'ici ou d'autres pays. Le projet réalisé au Cambodge, impliquant des professeurs de l'École de travail social et du Département des sciences juridiques, la coordonnatrice du Protocole UQAM/Relais-femmes et des partenaires de ce protocole, est un bon exemple du type de collaboration pouvant se déployer dans l'intérêt de toutes les parties. Il en est allé de même pour un projet fait en République dominicaine et en Haïti et impliquant un professeur du Département des sciences juridiques et des ONG locales.

Quant aux partenariats externes, le SAC a consolidé ses liens avec ses principaux partenaires et a étendu et diversifié le nombre de ses collaboratrices et collaborateurs. Il s'agira de poursuivre ces efforts, en assurant une meilleure information de ses services aux groupes visés par la Politique et en incitant ses partenaires à rendre plus visible les activités réalisées en collaboration avec le SAC.

#### **2.5. Améliorer les conditions pouvant faciliter et accroître la collaboration des professeurs et professeures aux activités de services aux collectivités**

À l'instar des autres universités, l'UQAM a mis en place des mécanismes d'évaluation par les pairs régissant l'obtention de la permanence ou les promotions. Marc Renaud (2004), autrefois président du CRSH, remarquait que « C'est la reconnaissance par les pairs qui assure l'avancement des scientifiques : c'est donc à cette reconnaissance qu'ils consacrent leurs efforts. » L'UQAM a fait un grand pas pour concilier cette reconnaissance avec les objectifs de la politique des services aux collectivités en termes d'utilité et de pertinence sociale des projets en intégrant formellement à la composante enseignement les activités de formation réalisées dans le cadre de la politique préparée par la Commission des études et reconnues par le Comité des services aux collectivités (CSAC), et à la composante recherche la réalisation d'activités de recherche ou de création et la diffusion de ces travaux dans le cadre de la *Politique institutionnelle des services aux collectivités*. Le travail de sensibilisation dans les facultés et les départements doit se poursuivre et, à cet égard, le SAC a donc cherché de nouveaux incitatifs pour recruter de nouveaux professeurs et professeures :

- Nous avons affiné nos outils de communication lors de la rencontre annuelle en début d'année (juin) avec les nouvelles et nouveaux professeurs.
- Nous avons travaillé à accroître les sources de financement externe.
- Nous avons poursuivi les démarches auprès des autorités concernées pour rendre possible la participation d'un certain nombre de chargées et chargés de cours aux activités du SAC et, à cet effet, nous avons obtenu un projet pilote sur trois ans.

## **2.6. Assumer un rôle dans le renforcement de la culture du service public au sein de l'UQAM**

L'UQAM est bien placée pour continuer à se démarquer au niveau des services qu'elle offre aux collectivités, à condition qu'elle réussisse à maintenir et à renforcer des pratiques conformes à sa mission d'université publique. La philosophie et les réalisations du SAC, qui concilient retombées sociales et académiques, peuvent servir à promouvoir et à étendre cette philosophie du service public au sein de l'UQAM. Le SAC doit continuer à enrichir ce débat sur la culture du service public dans les universités, comme elle a su le montrer lors d'un congrès international en mai dernier, à l'Université de Victoria.

## **3. FORMATION ET RECHERCHE**

Le nombre et l'envergure des projets de recherche et de formation réalisés ces trois dernières années sont certes les meilleurs indicateurs de la pertinence et du dynamisme du service.

### **3.1. Dans le domaine de la formation**

#### ***Le Service aux collectivités et le concours du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)***

Grâce à des subventions reçues du Fonds des services aux collectivités du MELS, le SAC a pu réaliser, au cours des années 1991 à 2008, vingt-cinq projets de formation ayant une portée sociale et académique remarquable. Ces projets, en général financés sur deux ans, ont totalisé un montant de 1 983 659 \$. Vous trouverez en annexe au présent document la liste de ces projets durant cette période.

Concernant la période 2005 à 2008, les projets de formation qui ont été subventionnés par le MELS sont :

- *Le mentorat : une autre voie pour combler le déficit démocratique;*
- *L'hypersexualisation des jeunes : enjeux, défis et intervention;*
- *Les pratiques d'affiliation sociale développées par les Auberges du cœur : appropriation, consolidation et transmission;*
- *Garantir les droits de la personne dans le contexte des partenariats publics/communautaires;*
- *Vieillir au féminin : préjugés, valorisation des expériences et implication citoyenne;*
- *L'intervention en violence conjugale auprès des femmes autochtones : partager nos expertises, créer des liens durables;*
- *Les familles homoparentales : s'ouvrir à leur réalité pour mieux répondre à leurs besoins.*

### **Une réponse impressionnante aux besoins de formation**

De 2005 à 2008, le CSAC a accordé 26 dégrèvements pour formation, totalisant 1 200 heures de formation, et 7 dégrèvements d'enseignement pour recherche<sup>9</sup>, totalisant 315

---

<sup>9</sup> Ce programme de dégrèvement pour recherche n'existe que depuis 2005 et le nombre de dégrèvement accordé est limité à trois par année.

heures (Tableaux 1 et 2). Les demandes pour formation provenaient majoritairement du domaine communautaire et du domaine femmes et, marginalement, du domaine syndical, alors que celles pour recherche se divisaient de manière plus égale entre les trois domaines.

Dans le cas du domaine syndical, le peu de demandes de dégrèvement pour les projets de formation s'explique notamment par l'utilisation d'autres formes de diffusion. Par ailleurs, la conception d'activités de formation de base, ainsi que la formation de formatrices et de formateurs sont entièrement prises en charge par les équipes de formation des centrales syndicales. Par contre, la formation spécialisée, la formation continue ou la formation de deuxième niveau répondent à des besoins plus spécifiques des centrales syndicales. Ces besoins sont ponctuels et conjoncturels et exigent souvent une réponse rapide, ce qui explique l'absence de demandes pour les dégrèvements. Toutefois, des formations ont aussi été réalisées dans le cadre du domaine syndical du Sac, tel que présenté au Tableau 3.

**TABLEAU #1. DÉGRÈVEMENTS D'ENSEIGNEMENT CRÉDITÉ POUR FORMATION ACCORDÉS PAR LE CSAC, 2005-2008**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total	Total/h.
<i>Communautaire</i>	5,33	5,33	5,00	15,66	705
<i>Femmes</i>	1,00	3,00	6,00	10,00	450
<i>Syndical</i>	1,00	0,00	0,00	1,00	45
<b>Total</b>	<b>7,33</b>	<b>8,33</b>	<b>11,00</b>	<b>26,66</b>	<b>1200</b>

**TABLEAU #2. DÉGRÈVEMENTS D'ENSEIGNEMENT POUR RECHERCHE ACCORDÉS PAR LE CSAC, 2005-2008**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total	Total/h.
<i>Communautaire</i>	0,00	3,00	0,00	3,00	135
<i>Femmes</i>	2,00	0,00	0,00	2,00	90
<i>Syndical</i>	1,00	0,00	1,00	2,00	90
<b>Total</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>	<b>1,00</b>	<b>7,00</b>	<b>315</b>

**TABLEAU #3. ACTIVITÉS DE FORMATION ET FINANCEMENT DANS LE DOMAINE SYNDICAL, 2005-2008**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total
<i>Syndical</i>				
Nombre de projets	11	15	12	38
Total heures (1)	155	104	131	390
Financement	42 535 \$	51 496 \$	73 993 \$	168 024 \$

(1) Ces heures de formation ont été données par un professionnel du service, dans le cadre du Programme de formation en administration et négociation des régimes de retraite à la FTQ.

### Des exemples de formation

Si, à titre d'exemples, nous avons à citer quelques travaux effectués durant la période qui nous concerne, nous pourrions nommer les suivants :

- **Démystifier les SLAPP et les enjeux de la démocratie**  
Professeure : Lucie Lemonde, sciences juridiques  
Organisme demandeur : Regroupement québécois des groupes écologiques (RQGÉ)
- **Le Wapikoni mobile et le Vidéo Paradiso**  
Chargée et chargé de cours : Françoise Lavoie-Pilote, École des Médias et Gilles Cloutier, Sciences de la gestion  
Organisme demandeur : Wapikoni mobile et Cinema Paradiso
- **Quand des composés domestiques toxiques nous empoisonnent la vie : causes, effets, réduction des sources d'exposition et alternatives**  
Professeures et professeur : Lise Parent, Télé-université-UQAM, Louise Vandelac, sociologie, Michel Fournier, INRS-Armand-Frappier et CIRÉQ.  
Organisme demandeur : Réseau québécois des femmes en environnement.
- **Programme de formation sur la négociation et l'administration des régimes de retraite**  
Ressource universitaire : Michel Lizée, Service aux collectivités  
Professeur (pour la recherche évaluative sur le programme) : Alain Dunberry, Éducation et formation spécialisées  
Organisme demandeur : Service de l'éducation de la FTQ, avec comme partenaire la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité FTQ
- **Les PPP au Québec et la politique des PPP au Québec**  
Professeure et professeur: Andrée de Serres, Stratégie des affaires, Éric Pinault, Sociologie.  
Organisme demandeur : FTQ
- **Les nouvelles tendances en formation**  
Professeure et professeur : Brigitte Voyer et Alain Dunberry, Éducation et formation spécialisées  
Groupe demandeur : Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- **Les enjeux actuels de l'assurance-emploi**  
Professeur : Georges Campeau, sciences juridiques  
Organisme demandeur : Mouvement autonome et solidaire des sans emploi (MASSE)
- **Droits des filles et des femmes au Cambodge**  
Professeures : Annie Gusew, Elisabeth Harper et Nancy Guberman, École de travail social  
Groupe demandeur : LICADHO (ONG au Cambodge) et l'Institut d'études internationales de Montréal-UQAM
- **Les litiges nationaux et internationaux**  
Professeur : Bernard Duhaime, sciences juridiques  
Organisme demandeur : Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine, représentant El centro Cultura Dominicano Haitiano
- **Renforcement des pratiques évaluatives en milieu communautaire**  
Professeurs : Jacques Hébert, École de travail social et Frédéric Fournier, éducation et pédagogie  
Groupe demandeur : Centre de formation populaire (CFP)

- **Éducation à la sexualité** (a fait l'objet de trois formations)  
Professeure : Francine Duquet, sexologie  
Groupes demandeurs : Projet T.R.I.P; Table de concertation À toute jeunesse;  
Maison d'hébergement L'Envolée et Sida-vie Laval.

Le Tableau 4 présente le nombre de projets de formation ayant reçu un financement du Fonds des services aux collectivités du MELS ou autres bailleurs de fonds, pour les domaines communautaire et femmes, le domaine syndical n'ayant pas accès aux subventions du Fonds des services aux collectivités du MELS.

**TABLEAU #4. ACTIVITÉS DE FORMATION ET FINANCEMENT (FONDS DES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS DU MELS ET AUTRES BAILLEURS DE FONDS) DANS LES DOMAINES COMMUNAUTAIRES ET FEMMES, 2005-2008**

		2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total par domaine
<b>Communautaire</b>	Nombre de projets	10	11	8	29
	Financement	20 000 \$	12 367 \$	76 412 \$	108 779 \$
<b>Femmes</b>	Nombre de projets	9	10	9	28
	Financement	516 000 \$	661 860 \$	684 474 \$	1 862 334 \$

### Des projets d'une grande pertinence sociale

Les projets de formation ont porté sur des problématiques qui sont au cœur des préoccupations actuelles des groupes sociaux et dont certaines pourraient être qualifiées de problématiques en émergence : les questions relatives au développement de la démocratie et de la participation citoyenne, celles ayant trait aux droits humains, à l'environnement, aux impacts de la mondialisation ou à la mise en œuvre de politiques néolibérales sont certainement parmi les principales que les groupes et les syndicats ont souhaité approfondir.

Il est important de signaler que plusieurs projets de recherche ont donné lieu à des projets de formation, concrétisant ainsi l'un des objectifs du plan d'action adopté antérieurement (2000), soit le maillage entre la recherche et la formation. Nous pouvons citer à cet égard :

- La recherche intitulée *L'hypersexualisation des jeunes : une recherche sur les perceptions des élèves et du personnel scolaire* qui a mené à la formation intitulée *Outils des jeunes face à l'hypersexualisation*.
- Une étude de besoin intitulée *Des services d'aide en violence conjugale en réponse aux besoins des femmes autochtones* a mené à la formation *L'intervention en violence conjugale auprès des femmes autochtones : partager nos expertises, créer des liens durables*.
- Un appui en termes de recherche, expertise et formation à une vaste coalition de groupes communautaires et de femmes, qui a débouché sur la mise sur pied le 1<sup>er</sup> octobre 2008 du Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes, une initiative sans précédent qui regroupe déjà 200 groupes communautaires qui est appelée à constituer un facteur de développement et de pérennité pour le secteur des groupes communautaires et

de femmes, initiative qui a reçu d'ailleurs le prix «*Initiative gagnante 2008*» attribué par le Comité sectoriel de main-d'œuvre, Économie sociale et Action communautaire.

- La recherche intitulée *Analyse et renforcement des pratiques d'évaluation en milieu communautaire* a mené à la formation intitulée *Renforcement des pratiques évaluatives en milieu communautaire*.

### 3.2. Dans le domaine de la recherche

Depuis 2005, les trois domaines du SAC assurent annuellement le développement et la coordination de très nombreux projets de recherche (Tableau 5), dont 12 nouveaux au domaine communautaire au cours des trois dernières années, 6 nouveaux au domaine femmes et 14 nouveaux au domaine syndical.

Le montant total de financement fourni au Tableau 5 combine les subventions internes (obtenues par le Volet 2 du PAFARC et celles octroyées par chaque Comité conjoint ou de concertation) aux subventions externes (obtenues du CRSH, du CQRS ou du FQRSC, et celles venant des ministères, des fondations ou d'autres partenaires). Plusieurs projets de recherche ont chevauché quelques années financières, la majorité des projets se réalisant en deux ou trois ans. C'est ce qui explique que le total des projets qui figure au Tableau 5 n'équivaut pas au total des projets mis en œuvre au cours de la période.

**TABLEAU #5. ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET FINANCEMENT PAR DOMAINE, 2005-2008**

		2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total des projets
<b>Communautaire</b>	Nouveaux projets	3	6	3	12
	Nombre de projets	6	12	11	29
	Financement interne	21 742 \$	30 000 \$	24 000 \$	75 742 \$
	Financement externe	7 000 \$	91 407 \$	55 594 \$	154 001 \$
	<b>Total du financement:</b>	<b>28 742 \$</b>	<b>121 407 \$</b>	<b>79 594 \$</b>	<b>229 743 \$</b>
<b>Femmes</b>	Nouveaux projets	3	3	0	6
	Nombre de projets	6	7	5	18
	Financement interne	23 000 \$	8 000 \$	3 600 \$	34 600 \$
	Financement externe	13 000 \$	67 900 \$	41 647 \$	122 547 \$
	<b>Total du financement:</b>	<b>36 000 \$</b>	<b>75 900 \$</b>	<b>45 247 \$</b>	<b>157 147 \$</b>
<b>Syndical</b>	Nouveaux projets	3	4	7	14
	Nombre de projets	13	6	10	29
	Financement interne	18 000 \$	9 900 \$	9 485 \$	37 385 \$
	Financement externe	54 418 \$	7 825 \$	192 660 \$	254 903 \$
	<b>Total du financement:</b>	<b>72 418 \$</b>	<b>17 725 \$</b>	<b>202 145 \$</b>	<b>292 288 \$</b>

Parmi les projets de recherche réalisés ou en voie de réalisation entre 2005 et 2008, mentionnons les suivants :

- *L'hypersexualisation des jeunes : une recherche exploratoire sur les perceptions des élèves et du personnel scolaire* sous la responsabilité d'Anne Quéniart, sociologie, et Francine Duquet, sexologie;

- *Prendre sa retraite avant 65 ans : motivations, sens et pratiques d'engagement des nouvelles retraitées montréalaises*, sous la responsabilité d'Anne Quéniart, sociologie;
- *Pour assurer la relève dans les groupes de femmes : mieux comprendre les attentes et perspectives des jeunes féministes*, sous la responsabilité de Johanne Saint-Charles, communication sociale et publique;
- *Construire avec elle*, sous la responsabilité de Marie-Josée Legault, TÉLUQ/UQAM;
- *Évaluation d'un programme de mentorat en politique auprès des femmes*, sous la responsabilité de Thérèse Nault, éducation et pédagogie;
- *Le prix d'un sourire*, sous la responsabilité d'Angelo Soares, organisation et ressources humaines;
- *Retrait des subventions aux écoles primaires et secondaires privées : évaluation de l'argument financier*, sous la responsabilité de Nicolas Marceau et Alain Guay, sciences économiques;
- *Le partenariat public-privé*, sous la responsabilité d'Andrée De Serres et Angelo Dossou-Yova, stratégie des affaires;
- *Conciliation travail et famille élargie*, sous la responsabilité de Catherine Des Rivières-Pigeon, sociologie, une équipe de chercheuses composée de Stéphanie Bernstein, sciences juridiques, Karen Messing, sciences biologiques et Sylvie Fortin, danse;
- *Un saut périlleux qui peut faire mal : de la relation chorégraphe-interprète à la relation employeur-employé*, sous la responsabilité de Sylvie Fortin, danse, et Karen Messing, sciences biologiques;
- *Enjeux et défis du syndicalisme en milieu autochtone*, sous la responsabilité de Denis Harriison, organisation et ressources humaines;
- *Les retombées du partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP)*, sous la responsabilité de Dorval Brunelle, sociologie;
- *Droits des policiers et des policières*, sous la responsabilité de Pierre Robert, sciences juridiques.
- *La médiation culturelle au Québec : de la théorie à la pratique. État de la situation*, sous la responsabilité d'Anouk Bélanger, sociologie;
- *Analyse des pratiques relatives au répit dans une maison de soins palliatifs pédiatriques : le point de vue des employés rémunérés, des bénévoles et des étudiants stagiaires*, sous la responsabilité de Suzanne Mongeau, École de travail social, Mona Trudel, École des arts visuels et médiatiques et Manon Champagne, sciences de la santé, UQAT;
- *Spécificités et pratiques en employabilité auprès des personnes réfugiées et immigrantes*, sous la responsabilité de Cynthia Martiny, éducation et pédagogie;
- *Action publique et enjeux de la gestion écologique des déchets*, sous la responsabilité de Laurent Lepage, sciences de l'environnement;
- *Nature et portée des pratiques d'éducation populaire des Centres d'éducation populaire de Montréal*, sous la responsabilité de Paul Bélanger, éducation et formation spécialisées;
- *Étude préliminaire des sources de nutriments en excès au Lac Bromont responsables des fleurs de cyanobactéries*, sous la responsabilité de Dolores



Planas et Béatrix Beisner, sciences biologiques, et Laurent Lepage, sciences de l'environnement;

- *Problématique de l'incinérateur de déchets dangereux de Ville-Mercier*, sous la responsabilité de Louise Vandelac, sociologie, et Donna Mergler, sciences biologiques;
- *Habiter au centre-ville : évolution récente et anticipée du parc d'habitation dans l'arrondissement Ville-Marie*, sous la responsabilité de Winnie Frohn, études urbaines.
- *Le Faubourg Saint-Laurent : une histoire illustrée*, sous la responsabilité de Joanne Burgess, histoire.

Cette liste, partielle, permet de mettre en évidence la diversité et la richesse des problématiques abordées qui, dans de nombreux cas, traversent les frontières disciplinaires usuelles. Ces recherches ont en effet porté sur des problématiques aussi variées que le mentorat en politique auprès des femmes, le partenariat public-privé, la conciliation travail et famille élargie, le syndicalisme en milieu autochtone, les pratiques des centres d'éducation populaire, la gestion écologique des déchets, le harcèlement psychologique et la santé mentale au travail, etc.

Le domaine communautaire a poursuivi sa contribution au développement d'un patrimoine significatif de connaissances sur les mouvements sociaux alors que, dans le domaine femmes, les recherches ont davantage été centrées sur des problématiques sociales affectant le sort de nombreuses femmes : la représentation politique des femmes, la violence, le travail du sexe, l'hypersexualisation des enfants, etc.

Mentionnons que, parmi les projets réalisés annuellement dans le cadre du Protocole syndical, un certain nombre provient du Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE), et tout particulièrement du programme *l'Invisible qui fait mal*. Par ailleurs, au fil des années, de nombreux autres projets de recherche ont été développés dans ce domaine, nous en avons mentionné quelques-uns précédemment.

## **PAFARC Volet 2 et financement de la recherche sur les mouvements sociaux**

Bien que modeste, le fonds consacré annuellement par l'UQAM au développement de projets de recherche de type SAC, d'une moyenne annuelle de 45 000 \$ pour les trois dernières années, représente pour chacun des projets acceptés par le CSAC un montant d'environ 6 000 \$. Ces sommes demeurent toutefois importantes car les retombées sociales de ces projets dépassent largement la somme investie. De plus, ces projets ont souvent servi de premier levier pour effectuer l'enquête initiale sur le terrain, ce qui permet par la suite de présenter un projet plus élaboré aux bailleurs de fonds, gouvernementaux et autres, et ainsi mieux se positionner afin d'obtenir des subventions nettement plus importantes. Le projet de recherche, sous la responsabilité de Suzanne Mongeau, Mona Trudel et Manon Champagne avec l'organisme Le Phare a obtenu une subvention de recherche CRSH suite à une recherche préliminaire subventionnée par le PAFARC.

Bien que les résultats obtenus relativement au financement externe de la recherche soient encourageants, ils demeurent encore insuffisants en regard des besoins en recherche pour les organismes. Les groupes sociaux, voués à la défense des droits des

personnes et à l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations vulnérables, sont plus que jamais conscients de l'importance de la recherche pour documenter les problématiques sociales et leur apporter des solutions durables. Malheureusement, les fonds traditionnels de recherche demeurent difficilement accessibles aux organismes sociaux et les thèmes priorisés par les organismes subventionnaires de recherche ne correspondent pas toujours aux problèmes les plus criants vécus sur le terrain.

La *Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire* adoptée en 2001 par le gouvernement québécois, reconnaît cette lacune et elle entend soutenir le développement de la formation et de la recherche dans le secteur communautaire. Les démarches entreprises en cette matière par le SAC depuis 2004, tant au niveau provincial que fédéral, sont toujours en cours. Des efforts doivent toutefois être encore faits, particulièrement auprès du CRSH, efforts qui pourraient notamment mener à la création d'un fonds de recherche pour le milieu associatif, sur le modèle existant depuis environ 25 ans du *Fonds des services aux collectivités* du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), fonds dédiés cependant exclusivement à la formation.

#### 4. DIFFUSION, EXPERTISE ET TRANSFERT

##### Un développement inégalé d'activités publiques de diffusion, d'expertise et de transfert

La diffusion et le transfert des connaissances constituent un objectif fondamental de la mission du SAC. Ce volet poursuit son développement prometteur même si la réduction des ressources, débutée il y a près de dix ans, n'a certes pas contribué à améliorer la situation. Constatant que le SAC ne bénéficiait pas de la renommée qu'il méritait, l'équipe a continué de faire de la diffusion une de ses priorités et ce volet fait des progrès prometteurs. Le tableau qui suit l'illustre bien, tant par le nombre que par l'augmentation continue de ces événements dans les trois domaines.

**TABLEAU #6. ACTIVITÉS DE DIFFUSION ET D'EXPERTISE ET FINANCEMENT PAR DOMAINE, 2005-2008**

		2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total
<i>Communautaire</i>	Diffusion	13	15	36	64
	Expertise	4	3	7	14
	Financement	8 893 \$	58 111 \$	20 040 \$	87 044 \$
<i>Femmes</i>	Diffusion	19	19	23	61
	Expertise	0	0	0	0
	Financement	20 950 \$	81 000 \$	26 000 \$	127 950 \$
<i>Syndical</i>	Diffusion	3	5	7	15
	Expertise	0	1	0	1
	Financement	3 836 \$	2 877 \$	1 459 \$	8 171 \$

Plusieurs des activités de diffusion ont eu une portée publique digne de mention. En voici quelques exemples :

- *4<sup>e</sup> sommet citoyen de Montréal*

- *Crise alimentaire, droit à l'alimentation et droits humains*
- *60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme*
- *Droit des femmes et pratiques religieuses : quels accommodements raisonnables?*
- *L'hypersexualisation des jeunes : vers une mutation de l'adolescence?*
- *L'action syndicale et nos régimes de retraite; la sécurité du revenu à la retraite; le financement des infrastructures et l'investissement dans les PPP par les régimes de retraite.*

Plusieurs projets ont aussi fait l'objet de publications, guides, livres et vidéo. À titre d'exemples, nommons les suivants :

- *Pas de retraite pour l'engagement citoyen*, Michèle Charpentier, École de travail social, et Anne Quéniart, Département de sociologie.
- *Le mentorat en politique auprès des femmes. Un mode d'accompagnement prometteur*. Martine Blanc, SAC, et Christine Cuerrier, SAV.
- *Raising awareness in Ethnocultural Communities on Conjugal Violence*, Ginette Berteau, École de travail social.
- *Ridées mais pas fanées*, Michèle Charpentier, École de travail social.
- *Travail en vue*, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉAF) et Femmes, technologies d'apprentissage et formation à distance (FADAFEM).
- *Sexy Inc. Nos enfants sous influence*, Sophie Bisonnette.
- *C-484 : le Droit à l'avortement en danger*, Lucie Lemonde, Département de sciences juridiques.
- *La problématique du méga-dépotoir de Lachenaie*, Donna Mergler, Département des sciences biologiques.
- *L'exposition des travaux des enfants du Phare*, Mona Trudel, École des arts visuels et médiatiques, en collaboration avec l'Écomusée du fier monde.
- *Les aléas de l'évaluation dans les organismes communautaires du Québec*, Jacques Hébert, École de travail social.
- *Les journaux de rue : pour un changement social, local et global*, 11<sup>e</sup> conférence internationale des journaux de rue avec la collaboration de Jean-Marc Fontan et Shirley Roy, Département de sociologie et Léo-Paul Lauzon, Département des sciences comptables.

## **5. PARTENARIATS INTERNES ET EXTERNES**

### **L'élargissement du bassin de professeurs**

En 2007-2008, nous avons obtenu la collaboration de quelques 81 membres du corps professoral qui, dans plusieurs cas, collaborent à plus d'un projet dans le cadre du SAC. Bien qu'historiquement il existe un noyau de professeures et professeurs collaborant depuis fort longtemps avec le SAC, nous sommes fiers d'avoir réussi, au cours des dernières années, à recruter de nouvelles ressources professorales, et notamment chez les nouveaux professeures et professeurs.

Par ailleurs, une entente pilote sur trois ans a permis d'obtenir la capacité de reconnaître aux membres du SCCUQ des opportunités permettant leur implication dans le cadre de la mission de formation du SAC.

### **L'élargissement et la diversification des partenaires externes**

La diversification des thématiques traitées en formation et en recherche reflète une augmentation significative du nombre de partenaires. Rappelons que tous les projets réalisés dans le cadre du SAC le sont nécessairement en partenariat avec des organismes externes et à leur demande. Ainsi, en 2007-2008, les activités du SAC ont été réalisées avec pas moins de 102 partenaires externes, soit une augmentation de près de 16 % sur l'année 2004-2005. Le domaine femmes a collaboré avec 26 partenaires, le communautaire avec 56 partenaires et le syndical avec 20 partenaires.

Il faut ici souligner les efforts réalisés par le SAC pour rejoindre un nombre plus grand et plus diversifié de groupes. Dans un souci d'équité, il a semblé indispensable de diffuser plus largement l'information sur les services offerts par le SAC, de façon à offrir autant que possible des chances égales aux organismes et groupes demandeurs. Le site Internet du SAC (<http://www.sac.uqam.ca>) est régulièrement mis à jour alors que le dépliant devra être refait en 2009-2010. Le site et le dépliant se veulent des outils privilégiés pour mieux faire connaître la mission particulière du service.

### **L'amélioration de la collaboration avec les diverses instances et les groupes de recherche de l'UQAM**

Au chapitre de la collaboration interne, les avancées prometteuses de 2002-2005 se sont poursuivies et accrues en 2005-2008. La direction et les membres de l'équipe du SAC ont participé à plusieurs comités et instances de l'UQAM. Nous avons vu aussi une amélioration de nos collaborations avec les divers services de l'UQAM et avec les facultés.

Les membres de l'équipe du SAC et ses partenaires externes remercient chaleureusement tous les collègues pour leur grand professionnalisme, leur disponibilité, leur ouverture d'esprit, leur générosité et leur ingéniosité sans lesquels l'accomplissement de notre mission serait, sinon impossible, du moins plus ardue.

## **6. BOURSES ET RECONNAISSANCE**

Depuis 1996, le personnel du SAC offre aux étudiantes et étudiants des études supérieures de l'UQAM, une bourse annuelle d'un montant de 1 500 \$. Depuis 2004, les trois grandes centrales syndicales se sont jointes à cette initiative en créant une seconde bourse de même nature et pour un même montant. Par ces gestes de soutien et d'encouragement, le personnel du SAC et ses partenaires syndicaux souhaitent favoriser chez les étudiantes et étudiants une prise de conscience des implications et des responsabilités sociales qui nous incombent comme citoyennes et citoyens.

### **Don majeur**

En 2008, la Fondation de l'UQAM a reçu un don de 100 000 \$ d'un généreux donateur, qui a demandé de garder l'anonymat. Ce don servira à créer pour le SAC un fonds de recherche disponible aux professeures et professeurs en exercice et aux professeures et

professeurs associés de l'UQAM. À même ce montant sont aussi comprises deux bourses annuelles de 500 \$ pour des étudiantes et étudiants. Dans ses échanges avec la Fondation, le SAC s'est assuré de la possibilité que d'autres donatrices et donateurs puissent augmenter la dotation de ce fonds et en accroître ainsi l'impact et la pérennité.

## **7. PRIX PRESTIGIEUX**

### **Initiative gagnante 2008 : la mise sur pied d'un régime de retraite**

En 2008, le projet de mise sur pied d'un régime de retraite pour les travailleuses et travailleurs du milieu communautaire, a gagné le Prix de l'initiative gagnante, décerné par le Comité sectoriel de la main d'œuvre, Économie sociale et Action communautaire. Comptant environ 120 000 salariés, les organismes communautaires, les groupes de femmes, les coopératives et entreprises d'économie sociale constituent un important secteur d'emplois au Québec. Au cours des prochaines années, à l'instar des autres secteurs d'emplois, le secteur de l'action communautaire et de l'économie sociale devra faire face au départ massif à la retraite des membres de la génération des baby-boomers. Une fois à la retraite, nombre d'entre eux n'auront d'autres ressources financières que les régimes publics, les confinant ainsi à un revenu sous le seuil de la pauvreté. Se posera alors le défi de la relève dans ce secteur d'activité.

Préoccupés fortement par ces questions, le Centre de formation populaire (CFP) et Relais-Femmes, en collaboration avec le SAC, amorçaient, il y maintenant cinq ans, un ambitieux projet de mettre sur pied un régime de retraite à l'intention des travailleuses et des travailleurs de ce secteur. Les promoteurs du projet se sont engagés, dans un premier temps, à réaliser auprès d'environ 5 000 groupes communautaires dans l'ensemble du Québec, une recherche-action d'envergure qui visait à mieux connaître l'état des conditions de travail de la main-d'œuvre et, ainsi, être en mesure de proposer des alternatives en matière d'avantages sociaux, notamment par la mise en place d'un régime de retraite.

Conçu en étroite collaboration avec des représentantes et des représentants de plusieurs regroupements nationaux, ce régime de retraite vise à permettre aux organisations et à leurs salariés d'améliorer leurs conditions de travail et ainsi éviter à ces travailleuses et travailleurs ayant œuvré toute leur vie pour la dignité, les droits des individus et des collectivités, ne se retrouvent pas elles-mêmes pauvres une fois à la retraite. Il se veut un régime adapté aux réalités diverses des organisations, attractif pour la relève et respectueux de nos valeurs et de nos pratiques démocratiques. Somme toute, la mise en place de ce régime de retraite constituera un élément structurant de développement durable du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire.

### **Femmes, technologies d'apprentissage et formation à distance (FADAFEM)**

La formation en ligne *Travail en vue*, réalisée dans le cadre du projet FADAFEM a remporté le premier Grand Prix du *eLearning* québécois, projet initié avec cinq des plus importants regroupements féministes du Québec, ainsi que la professeure Nicole Lebrun du Département d'éducation et de pédagogie et le SAC. Ce projet visait à outiller les groupes de femmes en matière de formation à distance, afin d'accroître la diffusion de leurs activités de formation et le rayonnement de leurs pratiques au sein de leur collectivité. Les thèmes abordés dans les tutorats produits sont aussi divers que la prise de décision dans les organismes à but non lucratif, l'intervention en violence conjugale,

le féminisme, la recherche d'emploi à l'intention des femmes en processus d'alphabétisation ou encore le processus d'orientation professionnelle à l'intention des femmes de 40 ans et plus résidant au Québec et dans les régions francophones du Canada. Des 15 projets en liste, seul ce projet sur la formation en ligne était en provenance d'organismes communautaires.

### **Sexy inc. Nos enfants sous influence**

Le film éducatif *Sexy inc. Nos enfants sous influence*, de la réalisatrice Sophie Bissonnette, a reçu le prix UNICEF au Concours du prix Japon, une compétition internationale réservée aux médias éducatifs et créée en 1965 par le diffuseur public japonais NHK. Ce documentaire a été produit pour l'Office national du film (ONF) du Canada par Patricia Bergeron, en partenariat avec le Y des Femmes de Montréal et le SAC.

Tom Perlmutter, commissaire du gouvernement à la cinématographie et président de l'ONF, a accepté le prix, en présence de leurs Altesses Impériales le prince héritier Naruhito et la princesse héritière Masako. Le prix UNICEF est un hommage spécial décerné depuis 1967 aux émissions favorisant la compréhension de la réalité des enfants en situation de vulnérabilité.

Le documentaire de Sophie Bissonnette a été tourné dans le cadre de l'étude intitulée *Outils des jeunes face à l'hypersexualisation*, menée par la professeure Francine Duquet, du Département de sexologie, et la professeure Anne Quéniart, du Département de sociologie.

### **Ordre du fier monde**

L'Écomusée du fier monde, situé dans le quartier Centre-Sud de Montréal, a remis l'Ordre du fier monde à Joanne Burgess, professeure au Département d'histoire et directrice du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, de l'UQAM. Cette distinction honorifique, décernée depuis 2007, est remise à des personnes ou organismes qui contribuent de façon exceptionnelle au développement de l'Écomusée. Soulignons que l'excellente réputation du musée en recherche repose en partie sur l'apport de Joanne Burgess qui collabore régulièrement, depuis 1986, aux activités de cette institution (expositions et publications, parmi les plus importantes de l'Écomusée). Plusieurs des projets de recherche auxquels a travaillé Joanne Burgess ont pris leur source au SAC. Soulignons par ailleurs qu'en 2003, le SAC a reçu le Prix Partenaire des musées montréalais, pour son implication partenariale avec l'Écomusée du fier monde.

Créé en 1980, l'Écomusée du fier monde est un musée d'histoire industrielle qui œuvre à la mise en valeur historique et patrimoniale du quartier Centre-Sud de Montréal, microcosme de la Révolution industrielle au Québec, au Canada et en Amérique du Nord dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. L'Écomusée entretient des liens privilégiés avec le milieu muséal québécois et remplit son mandat en étroite collaboration avec la population, les institutions et les organismes culturels et communautaires du quartier. Il participe aussi activement aux réflexions et discussions qui concernent le développement du Centre-Sud. Ses réalisations lui ont permis d'être considéré comme un intervenant majeur dans le développement de l'écomuséologie, ici et ailleurs.

## 8. BILAN GLOBAL DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES DU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS

Le nombre d'activités réalisées au cours des trois dernières années est impressionnant et représente une légère augmentation par rapport au bilan précédent (2002-2005). Bien que le nombre d'activités constitue un critère parmi d'autres pour apprécier la performance d'un service, il demeure que la quantité obtenue ne l'a pas été au détriment de la qualité et de la pertinence des projets.

Les tableaux qui suivent présentent une vue d'ensemble des activités réalisées annuellement par le SAC. Rappelons que les activités de formation n'ont pas toutes la même durée ni le même format et qu'elles ne nécessitent pas toutes des dégrèvements d'enseignement. Il en va de même pour les activités de recherche, de diffusion et d'expertise.

**TABLEAU #7. SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS, 2005-2008**

<i>Activités</i>	<b>2005-2006</b>	<b>2006-2007</b>	<b>2007-2008</b>
<i>Formation</i>	30	30	35
<i>Recherche</i>	25	25	26
<i>Diffusion</i>	35	5	66
<i>Expertise</i>	4	4	7
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>64</b>	<b>134</b>

Pour mieux comprendre le tableau qui suit sur le financement global obtenu par le SAC au cours des trois dernières années, il faut tenir compte des faits suivants :

- En formation, les fonds proviennent majoritairement du Fonds des services aux collectivités du MELS (voir annexe)
- Les activités d'expertise faites au SAC ne coûtent aucun argent ni ne génèrent aucun revenu; elles sont effectuées gracieusement par les ressources professorales.

**TABLEAU #8. FINANCEMENT GLOBAL DES ACTIVITÉS DU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS, 2005-2008**

<i>Activités</i>	<b>2005-2006</b>	<b>2006-2007</b>	<b>2007-2008</b>
<i>Formation</i>	578 535 \$	725 723 \$	834 879 \$
<i>Recherche</i>	137 160 \$	215 032 \$	326 986 \$
<i>Diffusion/Expertise</i>	33 679 \$	141 988 \$	47 499 \$
<b>Total</b>	<b>749 374 \$</b>	<b>1 082 742 \$</b>	<b>1 209 364 \$</b>

Les trois derniers tableaux illustrent bien, d'une part l'effort fait par le SAC pour financer la recherche, la formation et la diffusion par des fonds externes et, d'autre part, la très grande réussite que montrent ces chiffres, étant entendu et reconnu que le financement de la recherche de type SAC doit encore, 30 ans plus tard, vaincre des préjugés profonds et persistants. Soulignons par ailleurs que, de façon statutaire, les trois centrales versent chacune 5 000 \$ annuellement pour financer les recherches via le protocole UQAM-CSN-CSQ-FTQ.

**TABLEAU #9. PART DU FINANCEMENT EXTERNE DANS LE FINANCEMENT GLOBAL DES PROJETS DE RECHERCHE, 2005-2008**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Financement interne: Volet 2 du PAFARC	62 742 \$	47 900 \$	37 085 \$
Financement total de la recherche	137 160 \$	215 032 \$	326 986 \$
% venant du financement externe à l'UQAM	54%	78%	89%

**TABLEAU #10. PART DU FINANCEMENT EXTERNE DANS LE FINANCEMENT GLOBAL DES PROJETS DE FORMATION, 2005-2008**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Financement interne (dégrèvement UQAM)	56 411 \$	113 207 \$	40 500 \$
Financement total de la formation	634 946 \$	838 930 \$	875 379 \$
% venant du financement externe à l'UQAM	91%	87%	95%

**TABLEAU #11. PART DU FINANCEMENT EXTERNE DANS LE FINANCEMENT GLOBAL DES PROJETS DE DIFFUSION/EXPERTISE, 2005-2008**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Financement interne	22 895 \$	10 211 \$	5 395 \$
Financement total de diffusion/expertise	33 679 \$	141 988 \$	47 499 \$
% venant du financement externe à l'UQAM	32%	93%	89%

## 9. PERSPECTIVES

### Les tendances qui se dessinent

À la lecture des travaux effectués durant les trois dernières années (2005-2008), l'on remarque que, sous la forme de projets de formation, de recherche ou de diffusion, les problématiques suivantes resurgissent de façon récurrente et plus affirmée :

- la santé, l'environnement et la santé environnementale;
- le vieillissement de la population;
- l'inclusion sociale et culturelle et les enjeux qui s'y rapportent;
- la démocratie participative;
- les PPP (projets publics-privés) et, maintenant les PPC (projets publics-communautaires);
- le développement urbain et l'emploi, dans une perspective de développement durable et de prise en charge par les communautés de leur développement;
- la montée des droits individuels *versus* les droits collectifs.



La problématique en émergence d'une approche renouvelée de co-développement et de mobilisation des connaissances, liée au vif intérêt suscité par la mobilisation des savoirs, s'alimente des réflexions portant sur les concepts d'éducation populaire, de transferts de connaissance, de formation en lien avec les organismes du milieu, dans un continuum pouvant aller de l'accompagnement et du renforcement des capacités, d'activités socioéducatives, aux formations encadrées et à caractère plus académique.

### **Pour le maintien de la capacité de l'UQAM d'intervenir en services aux collectivités**

Le SAC veut poursuivre son action, entreprise il y a 30 ans déjà, pour renforcer la capacité de l'UQAM d'agir comme partenaire de la société civile afin d'assurer le transfert des savoirs et la prise en charge des défis économiques, sociaux et culturels auxquels est confrontée la société québécoise. Ceci requiert, d'une part, le maintien de l'intégrité du SAC, dont la raison d'être est le soutien à la mission des services aux collectivités de l'UQAM et l'appui aux partenariats de recherche et de formation entre l'Université et le milieu et, d'autre part, le maintien du CSAC. Rappelons que ce comité paritaire, dont les membres sont nommés par la Commission des études, réunit huit membres internes, dont sept représentent chacun une faculté, et huit membres externes venant d'organisations de divers horizons sociaux. Ces personnes sont les garantes des orientations du SAC et elles agissent à titre de jury pour les activités de dégrèvement d'enseignement et de dégrèvements d'enseignement pour recherche, ainsi que pour l'attribution des subventions de recherche (PAFARC Volet 2). À période régulière, le CSAC fait rapport à la Commission des études sur ses activités et ses orientations.

Dans ce contexte, les décisions qui seront prises prochainement suite au départ à la retraite du directeur du Service seront déterminantes. Quelle que soit la solution retenue, nous osons espérer qu'elle ne contribuera pas à affaiblir ou à étioiler le mandat du SAC tel que prévu dans la mission des services aux collectivités. L'Université a besoin d'un lieu où se concentre l'expertise dans l'appui aux partenariats entre ses ressources professorales et la société civile et qui se trouve au cœur des réseaux les reliant.

Nous croyons également que la démarche de facultarisation de l'UQAM peut constituer une opportunité si elle permet des passerelles, une représentation du SAC au sein d'instances facultaires qui permettrait de mieux faire connaître les besoins, les ressources et les pistes de développement des uns et des autres et ainsi intensifier les réseaux d'échange et éventuellement de collaboration entre des équipes universitaires et des groupes du milieu. Si ces mécanismes se mettent en place dans le respect des besoins et contraintes des différents partenaires, l'Université et le milieu en sortiront gagnants. Et le Service aux collectivités sera fier de contribuer à ces développements.

**Or, donc...**

C'est à tous ces questionnements, défis et découvertes que nous aurons à trouver, collectivement, des réponses ou, à tout le moins, des avenues prometteuses de réflexion et d'action.

## ANNEXES

**LES PROJETS DE FORMATION DE L'UQAM SUBVENTIONNÉS PAR LE FONDS DES SERVICES  
AUX COLLECTIVITÉS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (MELS)  
DEPUIS 1991**

<b>Titre des projets subventionnés</b>	<b>Subventions versées</b>	<b>Années du concours</b>
Programme de formation à l'intention des animatrices et animateurs en alphabétisation, de regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec	61 000 \$	1991-1992
L'évaluation dans les organismes communautaires et bénévoles	80 000 \$	1992-1993
	85 000 \$	1993-1994
La médiation communautaire au service des familles recomposées	58 000 \$	1994-1995
	68 000 \$	1995-1996
L'économie sociale du point de vue des femmes	55 000 \$	1995-1996
	60 000 \$	1996-1997
L'invisible qui fait mal : Impact des conditions de travail sur la santé des femmes	60 000 \$	1996-1997
	60 000 \$	1997-1998
Formation sur l'analyse différenciée selon les sexes appliquée aux politiques gouvernementales	38 000 \$	1998-1999
	38 000 \$	1999-2000
Mouvements sociaux et citoyenneté	39 000 \$	2000-2001
	39 000 \$	2001-2002
Une meilleure articulation des rapports entre travailleurs de rue et intervenants : pour mieux répondre aux besoins des jeunes marginalisés	42 000 \$	2000-2001
	13 500 \$	2001-2002
Femmes et démocratie : Communication et leadership dans l'exercice du pouvoir aux instances décisionnelles	30 000 \$	2002-2003
	30 000 \$	2003-2004
Processus d'appropriation citoyenne des droits économiques et sociaux de la personne au Québec : comprendre et réaliser les droits de la personne	40 000 \$	2002-2003
	40 000 \$	2003-2004
Mettre la main à la pâte : une formation pour les formatrices des cuisines collectives	45 000 \$	2002-2003
	45 000 \$	2003-2004
Femmes, technologies d'apprentissage et formation à distance (FADAFEM)	40 000 \$	2002-2003
	38 000 \$	2003-2004
La gestion de projet au service du développement local durable	38 000 \$	2002-2003
Technologies de reproduction humaine : genèse, enjeux, risques et alternatives	35 000 \$	2003-2004
	35 000 \$	2004-2005
Formation sur les analyses hétérodoxes féministes en économie et leurs applications	46 000 \$	2003-2004
	46 000 \$	2004-2005
Féminisme, participation citoyenne et réforme des institutions démocratiques	40 000 \$	2003-2004
	40 000 \$	2004-2005
Citoyenneté : ancrage historique et appropriation de l'espace urbain	20 000 \$	2004-2005
La violence faite aux femmes : intervenir en contexte interculturel	32 500 \$	2004-2005
	32 500 \$	2005-2006
Travail du sexe, au-delà des préjugés : vivre et travailler en santé, en sécurité et avec dignité	32 500 \$	2004-2005
	32 500 \$	2005-2006

Le mentorat : une autre voie pour combler le déficit démocratique	39 000 \$	2005-2006
L'hypersexualisation des jeunes : enjeux, défis et intervention	37 000 \$	2005-2006
	37 000 \$	2006-2007
Les pratiques d'affiliation sociale développées par les Auberges du cœur : appropriation, consolidation et transmission	39 615 \$	2006-2007
	19 736 \$	2007-2008
Garantir les droits de la personne dans le contexte des partenariats publics/communautaires	36 119 \$	2006-2007
	36 991 \$	2007-2008
Vieillir au féminin : Préjugés, valorisation des expériences et implication citoyenne	40 305 \$	2006-2007
	33 419 \$	2007-2008
L'intervention en violence conjugale auprès des femmes autochtones : partager nos expertises, créer des liens durables	41 954 \$	2006-2007
	43 514 \$	2007-2008
Les familles homoparentales : s'ouvrir à leur réalité pour mieux répondre à leurs besoins	44 506 \$	2007-2008
	<b>Total 1 983 659 \$</b>	

## LES MEMBRES DU COMITÉ DES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS EN 2007-2008

### Président

**André Michaud**  
Service aux collectivités

### POUR LES GROUPES SOCIAUX

**Daniel Baril**  
Institut de coopération pour l'éducation des adultes

**Louise Boivin**  
Confédération des syndicats nationaux

**Gisèle Bourret**  
Fédération des femmes du Québec

**René Doré**  
Centre de formation populaire

**Lise Gervais**  
Relais-femmes

**Sylvie Lévesque**  
Fédération des associations de Familles monoparentales et recomposées du Québec

**Céline Métivier**  
Réseau québécois de l'action communautaire autonome

**Gabrielle Pelletier**  
Réseau québécois des groupes écologistes

### Secrétaires

**Francine Ouellet**  
**Michelle Bouchard**  
Secrétariat des instances

### POUR L'UQAM

**Anouk Bélanger**  
Faculté des sciences humaines

**Alain Dunberry**  
Faculté des sciences de l'éducation

**Bernard Élie**  
École des sciences de la gestion

**Carmen Fontaine**  
Service aux collectivités

**André Riendeau**  
Faculté de science politique et de droit

**Christine Thoër**  
Faculté de communication

**Mona Trudel**  
Faculté des arts

## LES MEMBRES DES COMITÉS CONJOINTS ET DE CONCERTATION EN 2007-2008

### LES MEMBRES DU COMITÉ CONJOINT UQAM-RELAIS-FEMMES

#### POUR LES GROUPES SOCIAUX

**Lise Gervais**  
Coordonnatrice générale de  
Relais-femmes

**Manon Monastesse**  
Directrice de la Fédération de ressources  
d'hébergement pour femmes violentées

**Nathalie Parent**  
Coordonnatrice de la Fédération du Québec  
pour le planning des naissances

#### POUR L'UQAM

**Marie-Andrée Roy**  
Directrice de l'Institut de recherches et  
d'études féministes

**Elizabeth Harper**  
Professeure à l'École de travail social

**André Michaud**  
Directeur du Service aux collectivités

**Irène Demczuk**  
Agente de développement du Service aux  
collectivités

---

### LES MEMBRES DU COMITÉ CONJOINT UQAM-CSN-CSQ-FTQ

#### POUR LA CSN

**Louise Boivin**  
**Ginette Thériault**

#### POUR LA CSQ

**Nicole de Sève**  
**Jean-François Piché**

#### POUR LA FTQ

**Lise Côté**  
**Johanne Deschamps**

#### POUR L'UQAM

**Martine Blanc**  
Service aux collectivités

**Alain Guay**  
Département des sciences économiques

**Denis Harrisson**  
Département d'organisation et ressources  
humaines

**André Michaud**  
Service aux collectivités

**Jacques Rhéaume**  
Département de communication sociale  
appliquée

**André Riendeau**  
Département des sciences juridiques

## LES MEMBRES DU COMITÉ DE CONCERTATION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

### POUR LES GROUPES SOCIAUX

**René Binette**

Écomusée du fier monde

**René Doré**

Centre de formation populaire

**Yolande Geadah**

Association québécoise des organismes de coopération internationale

**Céline Métivier**

Réseau québécois de l'action communautaire autonome

**Marie-Claire Rufagari**

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

**Charles Tanguay**

Union des consommateurs

### POUR L'UQAM

**Joanne Burgess**

Département d'histoire

**Carmen Fontaine**

Service aux collectivités

**Jocelyne Lamoureux**

Département de sociologie

**Michel Lizée**

Service aux collectivités

**André Michaud**

Service aux collectivités

**Michel Parazelli**

École de travail social

**Anne-Marie Parisot**

Département de linguistique et de didactique des langues

**Claire Vanier**

Service aux collectivités

**LE PERSONNEL DU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS  
2007-2008**

**DIRECTION**

André Michaud  
Directeur

Anne-Marie Rolland  
Assistante administrative

**DOMAINE COMMUNAUTAIRE**

Michel Lizée  
Coordonnateur

**DOMAINE SYNDICAL**

Martine Blanc  
Agente de développement

Carmen Fontaine  
Agente de développement

Claire Vanier  
Agente de développement

**DOMAINE FEMMES**

Irène Demczuk  
Agente de développement